



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 juillet 2020

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

OBJET : 2020 – 87 TAXE DE SEJOUR
ENCADREMENT DE LA LOCATION TOURISTIQUE
DISPOSITIF DE TELE-DECLARATION DES MEUBLES DE TOURISME

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 30 juin 2020, s'est réuni le mardi 7 juillet 2020 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Anne-Marie DUVAL, Cyril DAUPHOUD, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Dominique BOURRET, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Marie-Madeleine GUALLINO, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°52 à N°114 et 27 à 40)
Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°52 à N°114 et 27 à 40)

ABSENTS EXCUSES :

Madame Magali CONESA

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Nora ADDAD
(Prend part aux délibérations N°74 à N°114 et 27 à 51)

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG sans procuration
(Ne prend pas part au vote des délibérations N°52 à N°74)

PROCURATION :

Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Nora ADDAD à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1^{ère} Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal a pris acte qu'aucune observation n'a été formulée concernant le procès-verbal du 11 février 2020.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 mai 2020.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2020 - 85 VENTE DE PARCELLES SISES BOULEVARD EUGENE CHARABOT ET D'UNE
PARTIE DU DOMAINE PUBLIC ALLEE JEAN MOULIN - DECLASSEMENT PREALABLE

DU 7 JUILLET 2020

**TAXE DE SEJOUR
ENCADREMENT DE LA LOCATION TOURISTIQUE
DISPOSITIF DE TELE-DECLARATION DES MEUBLES DE TOURISME**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Ce rapport propose la mise en place d'un dispositif de télé-déclaration des meublés de tourisme, qui entraînera la délivrance automatique par la Commune d'un numéro d'enregistrement composé de treize caractères.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES	RECETTES - 7362	Estimation 185 000 euros/an

Madame Aline BOURDAIRE expose :

Vu le Code du tourisme, notamment les articles L. 324-1-1, L. 324-2-1, D. 324-1-1 et R. 324-1-2,

Vu la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 de développement et de modernisation des services touristiques,

Vu la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives,

Vu la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique,

Vu le décret n° 2017-678 du 28 avril 2017 relatif à la déclaration de meublé de tourisme,

Considérant que la Région Provence Alpes Côte d'Azur est très attractive et dynamique sur le plan touristique et que la commune de Grasse en particulier attire chaque année un nombre conséquent de visiteurs.

Considérant que cette fréquentation importante induit la perception par la Ville d'une taxe de séjour, intégralement dédiée au financement des dispositifs liés au tourisme.

Considérant que le développement anarchique de l'offre d'hébergements en location saisonnière est favorisé par l'usage des plateformes de réservation en ligne.

Considérant que la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique et le décret d'application n° 2017-678 du 28 avril 2017 sont venus renforcer l'encadrement de la location de meublés de tourisme, en prévoyant la possibilité d'imposer l'usage d'un télé-service générant l'attribution automatique d'un numéro d'enregistrement du meublé, qui devra obligatoirement être mentionné dans le contrat de bail et dans les offres de location diffusées via une plateforme en ligne ;

L'objectif de la mise en place de cette procédure est d'affiner le suivi de l'activité de location saisonnière et par voie de conséquence, de renforcer la perception de la taxe de séjour correspondante, mais aussi de lutter contre les pratiques déloyales vis-à-vis de l'offre touristique professionnelle.

Conformément aux dispositions prévues par la loi, la déclaration du meublé de tourisme effectuée au moyen du télé-service indiquera :

- L'identité, l'adresse postale et l'adresse électronique du déclarant ;
- L'adresse du local meublé précisant, lorsque ce dernier fait partie d'un immeuble comportant plusieurs locaux, le bâtiment, l'escalier, l'étage et le numéro d'appartement ou, à défaut, le numéro d'invariant du logement tel qu'il ressort de l'avis de la taxe d'habitation ;
- Son statut de résidence principale ou non ;
- Le nombre de pièces composant le meublé, le nombre de lits et le cas échéant, la date de décision de classement, le niveau de classement ou de toute autre reconnaissance de qualité des meublés de tourisme.

La déclaration fera l'objet d'un numéro d'enregistrement délivré immédiatement par la Commune, constitué de treize caractères.

A défaut d'utilisation du télé-service, il sera possible pour le loueur de transmettre par courrier à la mairie une déclaration sur support papier, comportant les mêmes informations obligatoires que celles précitées. Cette déclaration fera l'objet d'un récépissé indiquant le numéro d'enregistrement de l'hébergement, envoyé par courrier au loueur dans les 15 jours suivant sa réception.

Afin de renforcer l'encadrement et le contrôle de la location saisonnière, il est prévu que le numéro d'enregistrement de l'hébergement doit être obligatoirement mentionné dans le contrat de bail, ainsi que dans les offres de location diffusées sur internet.

En outre, il est prévu que l'ensemble des intermédiaires se livrant, contre rémunération, à la mise en location d'un meublé de tourisme, ont l'obligation d'informer le loueur des obligations de déclaration préalable et d'obtenir de sa part, préalablement à la mise en location, une déclaration sur l'honneur attestant du respect de ces obligations, indiquant si le logement constitue ou non sa résidence principale, ainsi que le cas échéant, le numéro d'enregistrement du logement obtenu en mairie.

Ces modalités d'enregistrement des meublés de tourisme seront applicables à compter du 1^{er} septembre 2020.

Conformément à la loi, il est prévu que le non-respect de l'obligation de déclaration par une personne offrant à la location un meublé de tourisme est puni par les peines prévues pour les contraventions de troisième classe.

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la mise en place d'un dispositif de télé-déclaration des meublés de tourisme, en conformité avec les dispositions réglementaires prévoyant que la déclaration indique :
 - L'identité, l'adresse postale et l'adresse électronique du déclarant ;
 - L'adresse du local meublé précisant, lorsque ce dernier fait partie d'un immeuble comportant plusieurs locaux, le bâtiment, l'escalier, l'étage et le numéro d'appartement ou, à défaut, le numéro d'invariant du logement tel qu'il ressort de l'avis de la taxe d'habitation ;
 - Son statut de résidence principale ou non ;

- Le nombre de pièces composant le meublé, le nombre de lits et le cas échéant, la date de décision de classement, le niveau de classement ou de toute autre reconnaissance de qualité des meublés de tourisme ;
- **INSTAURER** la délivrance automatique et immédiate par la Commune d'un numéro d'enregistrement de l'hébergement constitué de treize caractères, ce numéro d'enregistrement devant être mentionné dans le contrat de bail ainsi que dans les offres de location publiées sur internet, notamment celles publiées par les plateformes d'hébergement ;
- **AUTORISER**, à défaut d'utilisation du télé-service, le loueur à transmettre par courrier à la mairie une déclaration de meublé de tourisme sur support papier, comportant les mêmes informations obligatoires que celles précitées. Cette déclaration fera l'objet d'un récépissé indiquant le numéro d'enregistrement de l'hébergement, envoyé par courrier au loueur dans les 15 jours suivant sa réception ;
- **PREVOIR** que tout changement concernant les éléments d'information de la déclaration doit faire l'objet d'une nouvelle déclaration ;
- **PRECISER** que ces modalités d'enregistrement des meublés de tourisme sont applicables à compter du 1^{er} septembre 2020.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents ou représentés adopte.